

## FÉDÉRATION DES ENTREPRISES D'OUTRE-MER

# Une « dévastation économique »

Le président de la Fédération des entreprises d'outre-mer (Fedom) a été auditionné hier par la délégation sénatoriale aux outre-mer. Jean-Pierre Philibert a évoqué l'impact catastrophique du Covid. Il a aussi reproché à l'État de ne pas aller assez vite et assez loin au niveau du plan de relance.

Jean-Pierre Philibert est bien connu pour cela dans les ministères: le patron des patrons ultramarins n'est pas un adepte de la langue de bois. Auditionné hier par la délégation sénatoriale aux outre-mer, le président de la Fedom (Fédération des entreprises d'outre-mer) n'a pas dérogé à ses principes, notamment lorsqu'il a accusé le gouvernement de « flinquer » une partie de la filière photovoltaïque.

Interrogé sur les conséquences économiques du Covid, « l'état des lieux n'est pas bon », répond Jean-Pierre Philibert avant d'évoquer un « impact globalement important dans tous les secteurs. » La Fedom a effectué un sondage auprès de ses adhérents pour mesurer la perte de chiffre d'affaires. Résultat des courses: celle-ci s'élève en moyenne à 55% à fin août-début septembre.

« Cela concerne prioritairement le tourisme, l'hébergement, la restauration et le transport aérien, commente le président de la Fedom. Le manque de communication autour des tests a entraîné près de 30% de no show, les passagers qui ne se présentent pas le jour du décollage. »

Jean-Pierre Philibert n'oublie pas le BTP, qui a subi 30 à 40% de baisse. Mais aussi l'événementiel, la culture et le petit commerce hors alimentaire, qui sont « sinistrés ». Même chose les loisirs culturels, en recul de 54%.

## « Faillites »

Quid de 2021 ? « Nous avons une inquiétude très vive pour la haute saison touristique, se projette le président de la Fedom. Les incertitudes autour d'une éventuelle troisième vague peuvent gravement affecter ce secteur. Cela risque d'être une dévastation économique. »

Globalement, les « prévisions sont inquiétantes en termes de faillites et de chômage, ajoute Jean-Pierre Philibert. Les mesures de soutien prises par l'État ont été fortes mais il n'y a pas de chiffre d'affaires qui rentre. On va avoir des effets différés dans un certain nombre de secteurs ».

Dès lors, Jean-Pierre Philibert adresse plusieurs messages au gouvernement. Concernant le tourisme, « il faudra aller un peu plus loin en matière d'exonérations de charges. On souhaiterait qu'on ne

nous dise pas au 15 ou 31 janvier, « on referme la boutique ». Nous sommes entrés dans des dispositifs d'adaptation qui doivent être permanents car nous n'avons pas vu le bout de la crise ».

Concernant le BTP, « il y a une absence de visibilité par rapport à la mise en œuvre du plan logement outre-mer. À ce jour, nous n'avons aucune information sur le suivi des mesures, aucune réunion prévue du comité de pilotage. Nous attendons un début de commencement d'exécution ».

Plus largement, le président de la Fedom a une inquiétude par rapport à l'ampleur des dettes sociales et fiscales: « Nous regrettons que le gouvernement n'ait pas choisi de les étaler sur une période supérieure à 36 mois. Nous avions demandé cinq ans. Je crains que cela entraîne un grand nombre de difficultés. »

## « Force majeure »

Autre sujet mis sur la table: un assouplissement des obligations liées aux régimes d'aides.



Jean-Pierre Philibert. (Photo DR)

« Aujourd'hui, certaines relatives au maintien du matériel ou à la création d'emplois ne peuvent pas être remplies. Un grand nombre d'entreprises sont fermées ou n'ont pas d'activité. Nous avons obtenu un certain nombre de garanties au cas par cas mais pas dans le cadre d'une approche globale. Un risque important pèse sur certaines entreprises: elles peuvent être redressées. Pendant la pandémie, qui est un cas de force majeure, il faudrait une suspension de ces obligations et que le gouvernement s'engage à geler tous les dispositifs de contrôle. »

S'il estime que « l'État a plutôt été au rendez-vous dans la mise en œuvre des dispositifs d'urgence », Jean-Pierre Philibert n'est pas du même avis pour le plan de relance: « Nous sommes dans l'attente des déclinaisons territoriales. On nous a dit, c'est 1,5 milliard pour l'outre-mer. On a pris notre calculatrice: nous sommes à un peu plus de 200 millions. Où est le reste ? On a un peu recyclé des vieux engagements. Pour nous un plan de relance, c'est un levier, de l'argent qui doit être mis le plus rapidement sur le marché pour permettre à l'économie de redémarrer. L'État étale des dispositifs sur deux ou trois ans, parfois plus. Ce n'est pas un plan de relance ».

Fermez le ban!

Cédric BOULLAND



Le président de la Fedom déplore le manque de visibilité concernant le plan logement outre-mer. (Photo David Chane)

## LES AMBITIONS DU CLUB EXPORT POUR 2021

## EXPERTS-

### Katy Hoarau, femme

L'Ordre régional des experts-comptables de La Réunion a élu en novembre par ses membres Katy Hoarau, vice-présidente de l'Ordre régional des experts-comptables de La Réunion. Rémy Amato, ancien président de son mandat de quatre ans (huit ans en tant que vice-présidente), a été élu par Katy Hoarau, qui fait partie de l'équipe précédente. Elle était en charge de la commission fiscale. C'est la première fois que l'Ordre des experts-comptables de La Réunion est dirigé par une femme.

### « Rôle essentiel avec le Covid »

La composition du bureau est la suivante: Sandrine Bouchard, présidente; Fabrice M. Verberd et Fabrice M. Trésorier; Régis Larroche. « Nous sommes



MAROQUINERIE VDP

OUVERT D

L'avnont comme « solution » à la crise